

Projet de fermeture trésorerie

Précisions de La Direction départementale des Finances Publiques du Gers



Projet de fermeture trésorerie

Suite à l'article intitulé « Plaisance du Gers - Les élus du territoire vent debout contre le projet de fermeture » paru dans Le Journal du Gers, le 23 juillet, la Direction départementale des Finances Publiques du Gers souhaite apporter des précisions.

Le Directeur départemental des Finances Publiques, Jean-Claude Hernandez, a rencontré le maire de Plaisance, le 10 juillet 2019. Cette réunion s'inscrivait dans la démarche de concertation souhaitée par le ministre et avait un double objectif : présenter le projet départemental de nouveau réseau de proximité des Finances Publiques et recueillir les observations des élus. À ce stade, rien n'est arrêté. Cette concertation large et approfondie se déroulera jusqu'en octobre et permettra à chacun de s'approprier le schéma proposé et de le faire évoluer si nécessaire. De nombreuses réunions avec les élus et les agents se sont déjà tenues dans tout le département. Des propositions d'évolutions sont d'ores et déjà en cours d'examen.

Concernant Plaisance, il est proposé de transférer au service de gestion de Mirande le traitement dématérialisé des tâches de gestion des collectivités locales. Ces travaux de gestion ne nécessitent actuellement pas de contacts physiques au quotidien avec les collectivités locales et n'impliquent aucun contact direct avec les usagers. Cette nouvelle organisation permettra de gagner en efficacité et en rapidité sans dégrader la qualité du service public.

Parallèlement, une offre de service nouvelle a été proposée aux élus de Plaisance : un accueil physique de proximité sera réalisé, toutes les semaines, par des agents des Finances Publiques, soit au sein de la maison de service au public, soit en mairie, dans l'hypothèse où cette structure n'obtiendrait pas la labellisation France services. Les usagers pourront ainsi réaliser toutes leurs démarches sans avoir à se déplacer à Mirande, y compris pour les questions relatives au calcul de leurs impôts (ce qui n'est pas le cas actuellement).

Enfin, cette nouvelle organisation permettra également d'améliorer les prestations offertes aux collectivités locales en matière de gestion budgétaire et comptable et de conseil aux élus, grâce à la désignation d'un conseiller aux collectivités. Ce cadre de haut niveau, dédié à cette mission, sera directement installé dans les territoires au plus près des élus et des collectivités. Il interviendra ainsi au profit de l'ensemble des collectivités gérées actuellement par la trésorerie de Plaisance.

Photo Laurent Lainé